

Bujumbura invite la communauté internationale à condamner "l'insurrection"

@rib News, 30/04/2015 - Source Xinhua Le gouvernement burundais a demandé jeudi à la communauté internationale de condamner les manifestations en cours contre le troisième mandat du président Pierre Nkurunziza, qu'il considère comme une "insurrection". "Le gouvernement du Burundi souhaiterait que (...) la communauté internationale condamne sans ambiguïté l'insurrection et prenne des mesures à l'encontre des responsables de ce mouvement", a indiqué Philippe Nzobonariba, secrétaire général et porte-parole du gouvernement, dans un communiqué.

Selon le communiqué, ce mouvement a mis à rude épreuve la nation burundaise jusqu'à semer la peur qui a poussé des milliers de Burundais à prendre le chemin de l'exil, principalement vers le Rwanda voisin. Pour le gouvernement du Burundi, poursuit le texte, ce que les organisateurs ont appelé "manifestations pacifiques" se sont vite transformées en insurrection à travers le recours à la violence, à l'usage d'armes à feu, au lynchage ou exécution des personnes opposées à ce mouvement et aux provocations violentes envers les forces de l'ordre. Le gouvernement accuse les organisateurs de ce "mouvement" de s'atteler à empêcher la tenue des prochaines élections et de chercher la mise en place d'un gouvernement de transition. Selon ce communiqué, on a enregistré, jusqu'ici, trois victimes de "cette insurrection", dont un policier, ainsi qu'une soixantaine de blessés, y compris 38 policiers. Jeudi soir, on a appris sur les ondes de la radio indépendante Bonesha FM qu'un militaire qui aidait la police dans l'encadrement des manifestants aurait été tué vers 17h30 par un agent du Service national des renseignements. L'agent en question a été arrêté et son véhicule a été incendié par les manifestants. Des crissements d'armes et des grenades ont été entendus dans la matinée, au quartier Kibenga de la commune de Kinindo, au sud de la capitale.